

RECHERCHE

Non, le voisinage n'est pas en crise !

Plus de 500 participants ont assisté en présentiel ou en streaming au colloque final du projet de recherche *Le voisinage, vecteur d'intégration sociale* ?, qui s'est tenu les 27 et 28 octobre, à Aubervilliers. Les résultats de ce travail d'ampleur seront d'une aide précieuse aux acteurs de l'habitat pour mieux orienter leurs politiques de mixité et de développement social en faveur des habitants.

Basée sur un échantillon de 2 572 personnes ayant répondu à un questionnaire approfondi et complété par 210 entretiens qualitatifs et de nombreuses observations, l'enquête *Mon quartier mes voisins* (MQMV) présente toutes les caractéristiques pour faire longtemps référence, tant dans le domaine de la recherche que celui de l'action. Les 14 terrains étudiés dans les régions parisienne et lyonnaise sont constitués de sept types de contextes résidentiels différents, depuis les quartiers bourgeois de centre-ville jusqu'aux communes rurales périurbaines en passant par les grands ensembles ou les nouveaux quartiers de "mixité sociale programmée" où sont effectivement présentes avec équilibre les différentes catégories sociales de la population, immigrés inclus. Les résultats de cette recherche mettent en évidence les éléments qui jouent un rôle majeur dans la formation des relations de voisinage et dans leurs effets en termes d'intégration sociale. Au passage, elle renverse quelques idées reçues comme celle qui voudrait que la sociabilité soit plus forte dans les quartiers populaires que dans les autres quartiers. MQMV révèle aussi que le voisinage n'est pas en crise : « *Ni par défaut de relations, ni par excès et pas plus pour des raisons liées aux modes de vie urbains, au développement des réseaux sociaux ou à un supposé communautarisme* », constate le sociologue Jean-Yves Authier, coordonnateur de la recherche et professeur à l'université Lyon 2 (centre Max Weber). Confrontée à l'enquête

Contacts de 1983, la dernière de grande ampleur sur le sujet, MQMV montre une grande stabilité des relations de voisinage et parfois même un renforcement sous certains aspects.

Qui se ressemble voisine

Parmi les grandes avancées de la recherche présentées au colloque, figure l'influence propre des types de quartier sur l'intensité des relations de voisinage : « *En comparant les différents terrains de recherche, on découvre ce qui relève de l'effet propre du lieu de ce qui tient à sa composition sociale* », remarque le sociologue Yves Grafmeyer. Bien sûr l'influence des contextes résidentiels interagit avec d'autres variables telles que les catégories socio-professionnelles (CSP), l'âge, l'ancienneté dans le logement ou les configurations familiales. La comparaison de quartiers populaires relevant de la politique de la ville et réputés avoir un déficit de participation citoyenne est à cet égard significative. Ainsi, avec une population composée à 11 % de cadres et 30 % d'ouvriers, Grange Rouge à Lyon confirme cette réputation.

Ce n'est pas le cas du quartier Riquet à Paris (31 % de cadres vs 8 % d'ouvriers) où la participation citoyenne est bien supérieure mais surtout parmi les cadres et professions intermédiaires.

L'enquête MQMV constate également que l'homophylie, c'est-à-dire la tendance à fréquenter ses semblables, reste prépondérante dans les relations de voisinage. En moyenne, 72 % des contacts cités dans l'enquête sont du même sexe que les personnes interrogées avec une pointe à 84 % dans les quartiers de grands ensembles (vs 65 % dans les quartiers gentrifiés). Sur le critère du statut d'occupation (propriétaire ou locataires), l'homophylie s'élève à 84 % mais ce taux est à relativiser par l'effet de structure du parc de logements. Il est, par exemple, beaucoup plus rare de pouvoir voisiner avec un propriétaire dans un grand ensemble que dans un quartier bourgeois. La tendance à voisiner entre soi concerne également des caractéristiques telles que la catégorie socio-professionnelle ou le pays de naissance.



Les relations de voisinage 2.0

Les outils numériques restent peu utilisés dans les relations de voisinage : 65 % des personnes questionnées ne les utilisent jamais ou rarement. Ils sont essentiellement employés par des personnes qui ont déjà beaucoup de relations et moins par les autres, notamment par les personnes âgées dont beaucoup se trouvent en situation d'illectronisme. D'après les chercheurs présents, le numérique et les réseaux sociaux semblent avoir très peu d'effets sur les relations de voisinage. La crise sanitaire, qui a entraîné un peu partout une progression de ces nouvelles technologies, va peut-être changer un peu la donne, de même que l'arrivée progressive dans la catégorie des personnes âgées de générations qui ont appris au cours de leur vie à les maîtriser. ●



Selon Joanie Cayouette-Remblière, coresponsable scientifique de l'enquête MQMV et chargée de recherche à l'Institut national des études démographiques (INED), *«l'homophylie montre qu'il ne suffit pas d'agir sur la composition sociale des quartiers pour permettre aux habitants de diversifier leurs relations»*. Quant à Hélène Peskine, secrétaire permanente du Plan urbanisme construction architecture (PUCA), elle considère que ces résultats interrogent l'efficacité des politiques publiques de mixité sociale. La littérature scientifique sur la ségrégation urbaine n'est d'ailleurs pas unanime. Selon le sociologue Robert Putman, la mixité sociale pourrait aussi provoquer repli sur soi et conflits. Pour Renaud Payre, vice-président du Grand Lyon en charge notamment de l'habitat, le succès d'une politique de mixité ne peut résulter de la juxtaposition mécanique de catégories sociales sans donner aux habitants de véritables perspectives de mobilité résidentielle choisie.

Laëtitia Nonone, fondatrice de l'association Génération avisée, attire l'attention sur *«la tendance à l'auto-exclusion des habitants des quartiers en politique de la ville»*. À ses yeux, ils s'autorisent de moins en moins à aller vers les autres et dans les lieux qui incitent à l'échange, un peu à la manière des personnes âgées qui s'autoexcluent elles aussi. Maxime Felder, chercheur au laboratoire des sociologies urbaines de l'école polytechnique de Lausanne, est venu opportunément rappeler que les relations de voisinage ont un coût et que certaines personnes qui estiment ne pas pouvoir entrer dans la logique du don et du contre-don se retirent des relations de voisinage. Peut se poser aussi la question des domiciles insalubres, peu et mal meublés, dont les habitants considèrent qu'ils ne leur font pas honneur et qui ne les incitent pas à voisiner.

La fin du modèle d'intégration reconnu jadis aux quartiers populaires

L'enquête MQMV confirme l'existence d'une logique cumulative et inégalitaire. Les habitants disposant des meilleurs diplômes, revenus et professions, les couples avec enfants et les propriétaires - surtout dans les quartiers bourgeois et gentrifiés - ont les relations de voisinage les plus intenses dans leur espace local (immeuble, quartier) mais aussi des relations plus soutenues dans l'espace extra-

local. En revanche, les moins dotés sur le plan des diplômes et des revenus (habitants des grands ensembles et des petites villes périurbaines et plus largement les personnes âgées et les locataires du logement social) développent moins de relations de voisinage et s'intègrent moins tant à l'espace local qu'extra-local. Si la position sociale comme le contexte socio-résidentiel jouent un rôle majeur, l'âge aussi est important. Les jeunes peu intégrés au niveau local le sont bien mieux à l'échelle extra-locale tandis que les personnes âgées restreignent souvent leurs relations à l'environnement le plus proche. Le président des Petits Frères des Pauvres, Alain Villez, fait remarquer que les situations d'isolement les plus aigües des personnes âgées se situent dans la ruralité et les quartiers en politique de la ville.

Évidemment, les résultats présentés ici expriment des grandes tendances qui sont bien plus précises et nuancées dans le rapport de recherche (voir encadré). Mais la tendance au cumul des inégalités se dégage nettement et marque la fin du modèle d'intégration reconnu jadis aux quartiers populaires. Ces inégalités entre groupes sociaux n'empêchent pas chacun de leurs membres de considérer

● De gauche à droite, Renaud Payre (Métropole de Lyon), Jean-Luc Vidon (FNAR), Jean Badaroux (Territoires Rennes), Laëtitia Nonone (Génération avisée).

que les relations de voisinage sont à leurs yeux importantes ou très importantes pour près de 80 % d'entre eux. La recherche rend justice aux organismes Hlm qui ont développé de nombreuses actions en faveur du voisinage portées par des professionnels du DSU qui s'interrogent régulièrement sur "la bonne distance" permettant d'éviter les risques d'instrumentalisation et de paternalisme. Aux yeux de Jean-Luc Vidon, directeur général d'ICF La Sablière, président de l'Aorif et de la FNAR, *«cette enquête au cœur des préoccupations des bailleurs sociaux les aidera à soutenir le développement des relations de voisinage qui généreront du bien vivre ensemble.»*

● V.R.

➡ **Contact USH :** Dominique Belargent, USH. Mél. : dominique.belargent@union-habitat.org

Les piliers de la recherche

«Cette recherche est un plaidoyer très convaincant pour inciter les acteurs Hlm à poursuivre et renforcer leurs coopérations avec les chercheurs», soulignent Dominique Belargent de l'USH et François Ménard du PUCA. Conduite avec un engagement fort de nombreux partenaires (USH, Fédérations, ANCT, Banque des Territoires, Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts, PUCA, Métropole de Lyon, Ville de Paris), et de nombreux acteurs de terrain (AR Hlm, organismes Hlm, SEM) des régions lyonnaise et parisienne, MQMV «représente un exemple abouti de ce que peut apporter la recherche aux acteurs». La richesse et la clarté des résultats présentés lors du colloque et dans le rapport d'enquête en font un outil très appropriable par les acteurs qui y trouveront une mine d'informations pour orienter leurs actions. Le centre de ressources de l'USH consacre un dossier à la recherche et au colloque (rapport de recherche, replay du colloque, articles...): www.union-habitat.org. ●